



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

VILLEMOSTAUSSOU

SOMMAIRE

- p. 3 : Introduction – éléments de contexte
- p. 4 : Aperçu de l'environnement macro économique
- p. 5 : Le Projet de loi de finances 2019
- P. 7 : Les orientations budgétaires
- p. 8 : Le résultat attendu 2018
- p. 9 : Budget pluriannuel
- p. 10 : Recettes de fonctionnement
- p. 13 : Dépenses de fonctionnement
- p. 16 : Le personnel communal
- p. 21 : Recettes d'investissement
- p. 23 : Dépenses d'investissement
- p. 26 : La dette communale

INTRODUCTION

- La loi d'administration territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.
- L'article 107 de la loi nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.
- Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier mais également un volet ressources humaines.

ELEMENTS DE CONTEXTE

- En premier lieu, il est important d'indiquer que le projet de loi de finances pour 2019 a été déposé le 24 septembre 2018. Des ajustements ou des modifications peuvent intervenir d'ici son adoption définitive.
- Des décisions complémentaires qui pourraient être prises consécutivement au mouvement « gilets jaunes » ne sont pas prises en compte à ce jour

APERCU DE L'ENVIRONNEMENT MACRO ECONOMIQUE

Croissance mondiale

- D'après les dernières estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiées le 21 novembre, la croissance du PIB mondial est élevée, mais a probablement atteint son pic. La croissance du PIB mondial devrait passer de 3.7 % en 2018 à 3.5 % en 2019-20.

Zone euro :

- Dans l'ensemble de la zone euro, les perspectives d'évolution ont été revues à la baisse avec une progression du Produit Intérieur Brut qui devrait s'établir à +2% pour 2018 et +1,9% pour 2019.

En France

- En France, la croissance a été de +2,3% en 2017, alors que le gouvernement tablait sur une prévision à +1,7%. Mais l'embellie ne sera vraisemblablement que de courte durée car l'OCDE évalue la progression du PIB français à +1,6% en 2018 et +1,8% en 2019.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

A - Le PLF 2019 s'est fixé pour objectif un déficit de 2,8%, dont 0,9% serait attribué à la transformation du crédit d'impôt compétitivité en allègement.

Rappelons que la loi de programmation attend des collectivités un effort important en faisant notamment peser sur les Administrations publiques locales l'essentiel de l'effort de diminution du déficit public.

Taux de croissance des dépenses publiques en volume, hors crédits d'impôt (en %)

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Administrations publiques, hors crédits d'impôt	0,8	0,5	0,6	0,4	0,2	0,1
– dont administrations publiques centrales	1,0	0,1	0,8	1,2	0,7	0,2
- dont administration publiques locales	0,7	0,3	0,7	-0,3	-1,6	-0,6
– dont administrations de sécurité sociale	0,6	0,9	0,4	0,1	0,6	0,4

B – Poursuite du pacte financier

Objectif premier = retour à un équilibre structurel et la réduction de l'endettement public.

- **Les collectivités locales devront contribuer à hauteur de 13 Md€ durant 5 ans** (soit 2,6 Mds€/an).
- Il s'agit pour l'Etat de contraindre les grandes collectivités (DRF >60 M€) à diminuer leurs dépenses de fonctionnement en leur fixant un **objectif d'évolution annuelle des dépenses locales à +1,2 %**.
- Cet effort demandé aux collectivités est important quand on le compare avec l'évolution moyenne des dépenses de fonctionnement des collectivités constatée sur la période 2009-2014 (+2,5%).
→ *Villemoustaussou n'est pas concernée par un contrat obligatoire*
- Il n'est cependant pas exclu que ce principe de contractualisation soit étendu dans les années à venir à des collectivités de strates inférieures, ce qui pourrait concerner la Commune.

C- Pour les ménages

- Un allègement d'impôt de 6 milliards d'euros pour les ménages (dégrèvement total de la taxe d'habitation pour 80% des foyers fiscaux) malgré des hausses de taxes sur les carburants et le tabac
- Quasi gel (+0.3%) des pensions de retraite, des allocations familiales et des aides personnalisées au logement
- Augmentation de la CSG, baisse de l'APL de 5€

D – Pour la Fonction publique

- Baisse des crédits de 2.1 milliards d'euros avec notamment la baisse des contrats aidés, (seules la Défense, l'Intérieur et la Justice bénéficieront d'une hausse des crédits)
- Suppression de 4 164 postes sur le périmètre de l'Etat (50 000 postes supprimés prévus d'ici 2022)

E – Les dotations de l'Etat

- Stabilité des dotations aux Collectivités : + 0.8 %
 - La DGF reste stable à 26.9 milliards d'euros
 - Dotation de soutien à l'investissement (DSIL) = 1.8 milliards pour le bloc communal
 - les dotations rurale et urbaine ainsi que les dotations de péréquations départementales, profitent d'une augmentation cumulée de 190 millions d'euros.
 - La dotation nationale de péréquation devrait subir une baisse
- Importante réforme de la dotation d'intercommunalités avec de nouveaux critères notamment le revenu des habitants

ORIENTATION BUDGÉTAIRES ET PROSPECTIVES

- Les orientations retenues découlent de ce contexte mouvant et des choix et objectifs politiques suivants :
 - ❑ Stabilité des taux d'imposition,
 - ❑ Stabilité des tarifs et optimisation des services municipaux,
 - ❑ Maintien de l'investissement,
 - ❑ Modification des prévisions budgétaires suite aux inondations du 15 octobre 2018. La priorité est donnée à la réparation du patrimoine communal : la voirie, les ouvrages d'art et les bâtiments.

LE RESULTAT ATTENDU 2018

Le résultat de fonctionnement attendu de l'année 2018 est estimé à 710 000 €.

A noter que des dépenses imprévues liées aux inondations impactent directement le résultat 2018 :

- le coût des repas servis aux sinistrés, bénévoles et à la protection civile
- les heures supplémentaires des agents communaux
- les frais de nettoyage
- le carburant
- les frais divers

BUDGET PLURIANNUEL

9

(hors opérations d'ordres)

A ce stade des orientations budgétaires, les propositions pourront faire l'objet d'ajustements d'ici le vote du Budget Primitif

	2019	2020
Recettes de fonctionnement	3 478 997	3 402 616
Dépenses de fonctionnement	2 547 414	2 560 724
dont intérêts de la dette	67 064	60 374
Recettes d'investissement	802 652	777 760
dont emprunts	0	0
Dépenses d'investissement	2 820 917	1 457 974
dont capital de la dette	164 803	162 347
dont P.P.I (y compris RAR 2018)	2 656 114	1 295 627

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors opérations d'ordres)

La fiscalité directe (taxes d'habitation, foncier bâti et non bâti). La revalorisation des bases cadastrales 2019 est égale au taux de variation, entre novembre 2017 et novembre 2018, de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). Il est estimé à ce jour à **+ 1,9%** (les chiffres définitifs seront publiés mi-décembre).

Les taux communaux (inchangés depuis l'année 2006, soit 13 exercices budgétaires)

- Taxe d'habitation : 14.41 %
- Foncier bâti : 27.44 %,
- Foncier non bâti : 111.56 %

Produit de la fiscalité directe :

	2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
Fiscalité directe	1 787 411	1 841 559	1 887 570	1 909 448
Evolution		3%	2.5%	1.15%

La fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes autre que la fiscalité directe : taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, droits de place, taxe forfaitaire sur les terrains devenue constructibles...

	2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
	260 896	284 217	283 429	285 429

Les dotations : elles comprennent les recettes du chapitre 74 : la DGF, la dotation de solidarité, la dotation nationale de péréquation, la dotation bourg centre, les compensations de l'Etat sur les exonérations fiscales

2017	2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
1 091 105	1 055 441	1 031 500	1 014 500

Prévision de la baisse des compensations fiscales et de la dotations nationale de péréquation

Les autres recettes. Elles comprennent :

- Le chapitre 013 : remboursement sur rémunérations de personnel
- Le chapitre 70 : produits des services (concessions cimetièrre, redevances pour occupation du domaine public, la régie cantine, le remboursement du CIAS pour les dépenses liées au périscolaire)
- Le chapitre 75 : autres produits de gestion courante (revenu des immeubles, fonds d'amorçage, versement CAF au titre des temps périscolaires, remboursements de sinistres)
- Le chapitre 76, 77 et 78 (produits financiers, produits de cessions, exceptionnels et reprise sur provisions)

2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
515 443	453 699	298 000	215 000

- *La baisse est due principalement : à la suppression du fonds d'amorçage, pas d'estimation sur le remboursement sur rémunération du personnel, pas de reprise sur provision en 2019 et 2020*

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (hors opérations d'ordres)

- **Les principales dépenses de fonctionnement :**

- Charges de personnel : chapitre 012

- On constate une baisse en 2018 et une quasi stagnation en 2019 et en 2020 en raison des prévisions de départs à la retraite.

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
1 469 147	1 455 000	1 465 000	1 470 000

- Charges à caractère général : chapitre 011

On constate une hausse en 2018 en raison des dépenses obligatoires suite aux inondations du 15 octobre 2018

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
668 840	750 000	730 000	730 000

- Contingents et participations obligatoires : chapitre 65 – compte 655 (service incendie...)

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
61 147	64 700	65 347	66 000

- Subventions : chapitre 65 – compte 657 (subventions aux associations)

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
87 048	89 200	89 200	89 200

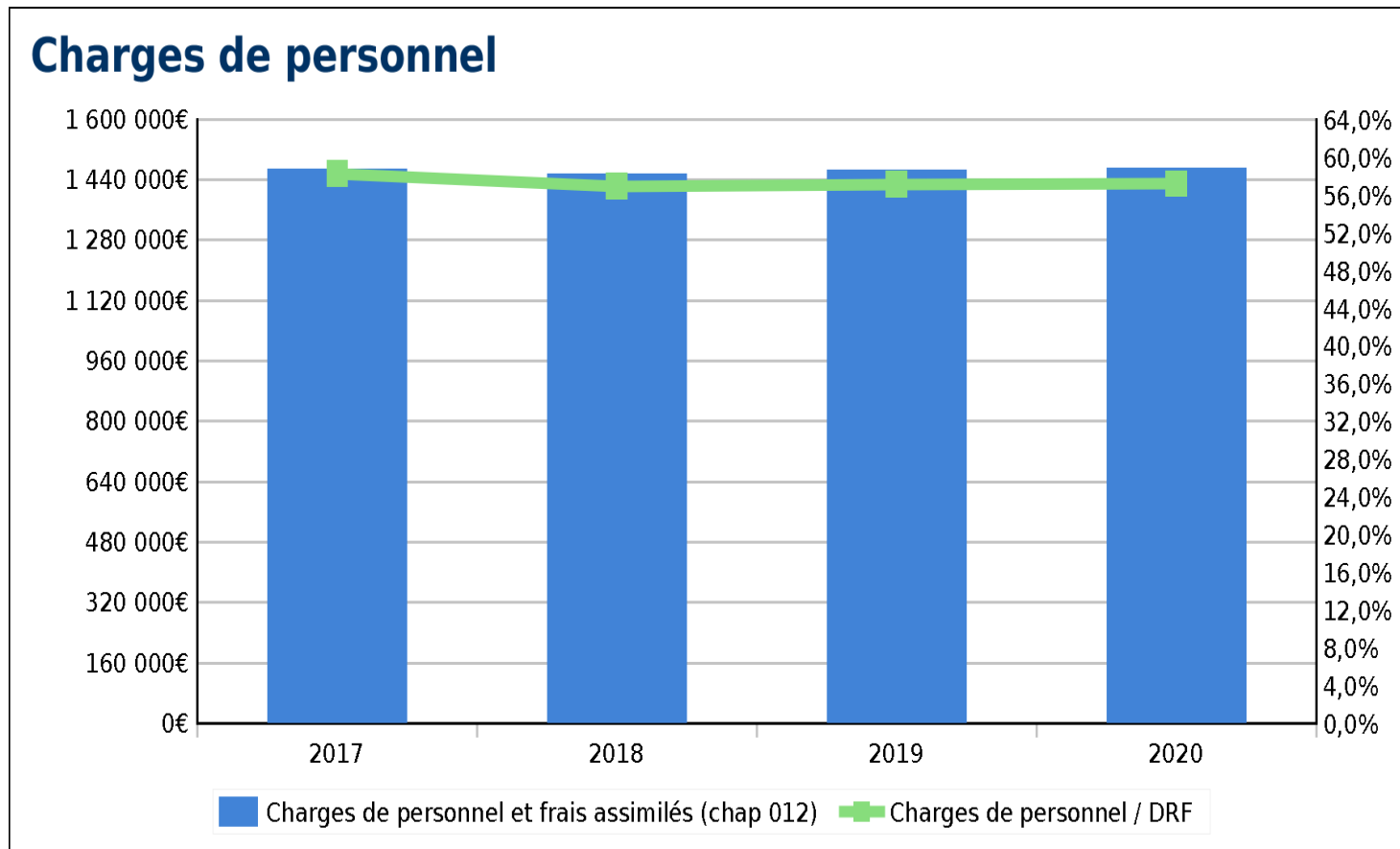
- **Intérêt de la dette : chapitre 66**
- Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective.
- La hausse constatée en 2017 correspond à la régularisation des Intérêts Courus Non échus

2017	2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
63 718	58 992	67 064	60 374

- **Autres dépenses : chapitres 65, 67 68**
 - les charges de gestions courantes : indemnités élus, cotisations, formations
 - les charges exceptionnelles (titres annulés)
 - les dotations aux provisions pour risques
 - les dépenses induites d'investissements

2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
235 449	205 651	215 00	215 000

LE PERSONNEL COMMUNAL



Sur la période 2018-2020, les dépenses de personnel sont en stagnation en raison notamment de départs à la retraite.

Par ailleurs, cette prévision budgétaire tient compte de :

- la mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la Commune en matière d'emplois et de carrière et d'augmentation des cotisations
- le glissement vieillesse technicité (GVT) estimé à 1.0%
- l'évolution des carrières individuelles des agents
- les décisions prises par la commune en matière d'amélioration des carrières individuelles (avancements de grade).

Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	34
Non titulaires occupant un emploi permanent	1
Parcours Emploi Compétences (PEC - droit privé)	3

Part du régime indemnitaire dans la rémunération des agents titulaires	153 600	9.67 %
dont prime annuelle de fin d'année	28 700	1.81 %
dont primes et indemnités	131 100	8.29 %
dont NBI	5 500	0.34 %
dont heures supplémentaires	3 400	0.21 %

LES ORIENTATIONS POUR 2019

La collectivité veillera à sa politique de ressources humaines notamment en matière de recrutement. Chaque départ définitif de la collectivité fera l'objet d'une étude approfondie (remplacements poste pour poste, réorganisation, refonte des fiches de poste, évolution des missions ou suppression).

En 2019, comme en 2018, les remplacements des arrêts maladie et maternité seront examinés au cas par cas selon les critères de continuité absolue du service et de normes d'encadrement.

La collectivité maintient en 2019 une politique active d'avancement de grade et de promotion interne qui permettra de reconnaître l'implication des agents.

RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors opérations d'ordres)

FCTVA : récupération de la TVA des investissements engagés l'année précédente.
Le taux de FCTVA est de 16.404 %

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
322 805	307 553	268 533	234 760

Subventions perçues par les partenaires (Région, Département, Communauté d'Agglo...). La hausse en 2018 correspond aux subventions notifiées et restant à percevoir pour l'espace associatif et pour les opérations en cours

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
296 716	735 343	484 119	193 000

Taxe d'urbanisme : taxe d'aménagement. Prévision d'une diminution en raison des baisses de construction

CA 2017	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
127 664	129 234	50 000	50 000

Emprunts : prévisions d'emprunt pour financer les investissements

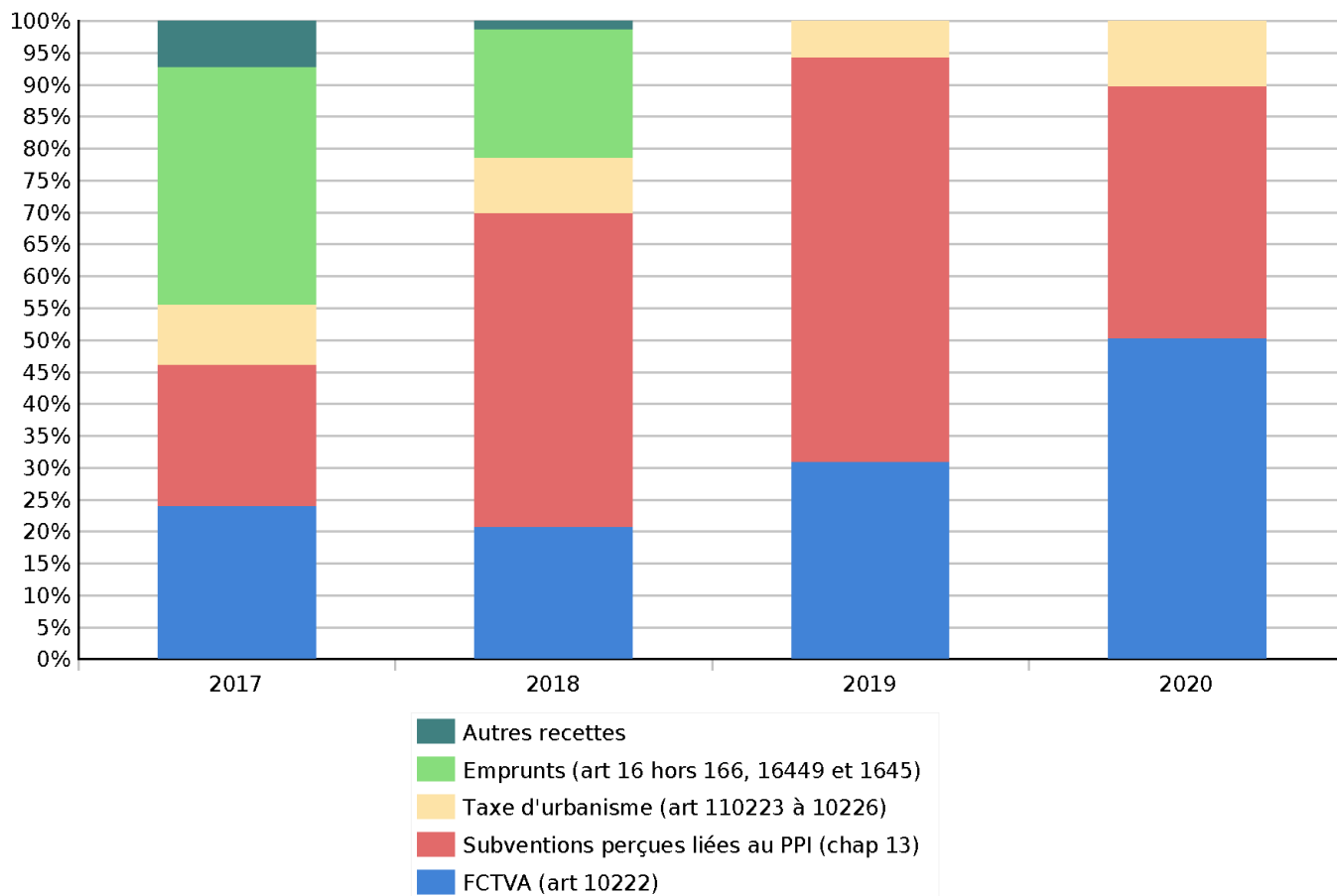
CA 2017	2018	Prévisions 2019	Prévisions 2020
0	300 000	0	0

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (hors opérations d'ordres)

- En raison des inondations du 15 octobre 2018, des arbitrages sur le programme d'investissement initialement prévu doivent être faits. Le programme « Rénovation de la circulade » qui devait être réalisé en 3 tranches devrait être reparti sur 4 exercices.

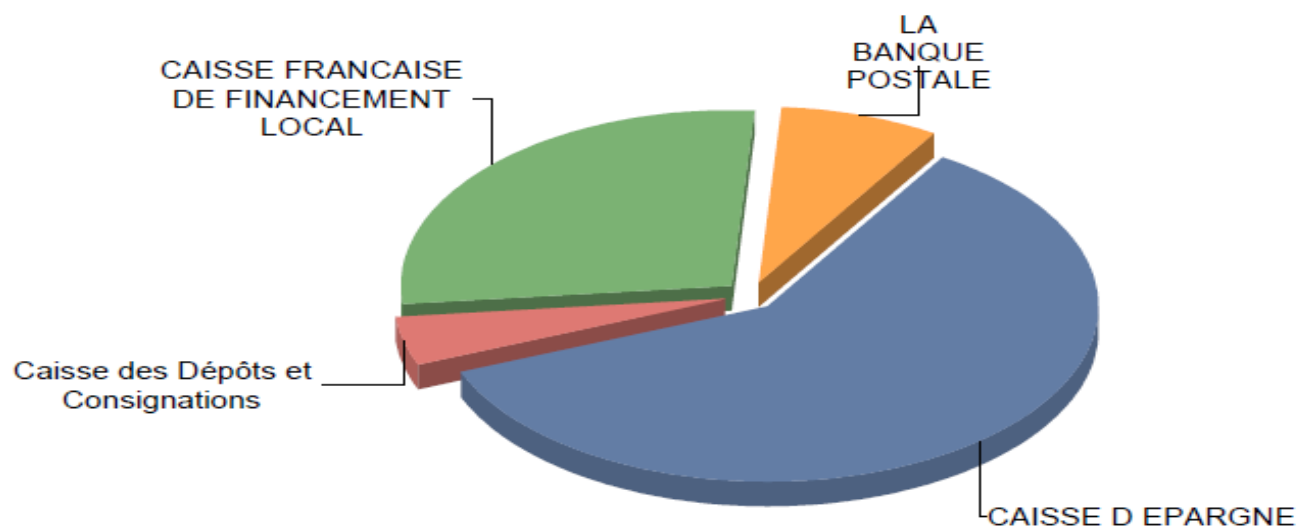
- Les travaux d'investissement 2019 sont estimés à environ 1 900 000 € (hors restes à réaliser 2018) :
 - ✓ La rénovation de la voirie et des ouvrages d'art endommagés par les inondations
 - ✓ La rénovation des bâtiments sinistrés par les inondations
 - ✓ L'avenue René Cassin (2de tranche)
 - ✓ La rénovation de la circulade (1^{ère} tranche)
 - ✓ La rénovation et l'agrandissement de la bibliothèque
 - ✓ La rénovation des logements sociaux
 - ✓ La rénovation du gymnase
 - ✓ La halte-garderie
 - ✓ La mise en accessibilité des bâtiments
 - ✓ La vidéo protection (2^{ème} tranche)
 - ✓ L'éclairage public
 - ✓ Les liaisons piétonnes et parcours santé
 - ✓ Les aires de jeux
 - ✓ L'aménagement d'îlots espaces verts

Répartition des recettes d'investissement



LA DETTE COMMUNALE

Répartition des échéances par prêteur pour l'exercice 2019



CAISSE D EPARGNE	138 861.69 €	60,1%
Caisse des Dépôts et Consignations	9 796.01 €	4,2%
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	64 240.90 €	27,8%
LA BANQUE POSTALE	18 039.86 €	7,8%
Total:	230 938.46 €	100,0%

Par nature de taux	Encours de la dette au 01/01/2019			
	NOMBRE D'EMPRUNTS	%	Capital restant du	% CRD
Emprunts à taux fixes	10	91	1 802 268 €	94
Emprunt à taux variables	1	9	107 179 €	6
TOTAL	11	100	1 909 447 €	100

Par établissements bancaires	NOMBRE D'EMPRUNTS	%	Capital restant du	% CRD
Caisse d'Epargne	5	45	1 150 882 €	60
Caisse française de financement local	4	36	351 386 €	18
Caisse des dépôts et consignations	1	9	107 179 €	6
La Banque Postale	1	9	300 000 €	16
TOTAL	11	100	1 909 447 €	100

	Montant	Montant par habitant	Moyenne nationale par habitant
Encours de la dette	1 909 447	430 €	966 €
Annuité de la dette	230 938	52 €	123 €
Capacité de désendettement	1.9 ans		

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle.



Merci de votre attention